



Neuville-aux-Bois, le 26/01/2026

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES ARRETES DU MAIRE**

Envoyé en préfecture le 30/01/2026

Reçu en préfecture le 30/01/2026

Publié le 02/02/2026

ID : 045-214502247-20260116-AR_2026_01_16-AR



**ARRETE PERMANENT PORTANT OBLIGATION
DE TENIR LES CHIENS EN LAISSE SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL
DE NEUVILLE-AUX-BOIS**

REF. : ARR/PERM/PM/2026/01/16

Le Maire de la Commune de Neuville-aux-Bois,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et L.2212 -2 relatifs aux pouvoirs de police du maire en matière de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses dispositions relatives à la divagation des animaux ;

Vu le Code pénal, et notamment son article 610-5 réprimant la violation des interdictions ou obligations édictées par les autorités investies du pouvoir de police ;

Considérant que la présence de chiens non tenus en laisse est susceptible de porter atteinte à la sécurité des personnes, à la tranquillité publique ainsi qu'à la protection de la faune et des autres animaux ;

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale de prévenir les troubles à l'ordre public et d'assurer une cohabitation apaisée entre les usagers de l'espace public ;

Considérant, non sans une forme de doute méthodique, que la liberté de l'animal ne peut s'exercer au détriment de la sécurité collective ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le présent arrêté annule et remplace tout arrêté pris sur le sujet.

ARTICLE 2 : Sur l'ensemble du territoire de la Commune de Neuville-aux-Bois, les chiens doivent être tenus en laisse sur la voie publique, dans les parcs, jardins, espaces verts, chemins, places et, plus généralement, dans tous les lieux ouverts au public.

ARTICLE 3 : Les propriétaires, détenteurs ou gardiens de chiens sont tenus de garder en permanence la maîtrise de leur animal et demeurent responsables de tout dommage ou trouble causé par celui-ci.

ARTICLE 4 : Des exceptions peuvent être accordées aux chiens utilisés par les services de sécurité, de secours ou d'assistance aux personnes en situation de handicap, lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs missions.

ARTICLE 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée par procès-verbal et sanctionnée conformément à l'article 610-5 du Code pénal, lequel punit la violation des obligations ou interdictions édictées par l'autorité de police d'une contravention de première classe.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés et publié aux lieux habituels et aux extrémités de la zone d'interdiction. Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Préfète, de la Région Centre - Val de Loire et du Loiret,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Neuville-aux-Bois,
- Monsieur le Maire,
- Monsieur Le Maire-Adjoint chargé de la Sécurité,
- Le Directeur Général des Services de la commune de Neuville-aux-Bois,
- Monsieur le Responsable et son adjoint des Services Techniques Communaux,
- Archives Police Municipale,
- Chargés chacun, en ce qui le concerne, de son exécution.

Monsieur le Maire,

Patrick Hardouin

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Publié ou Notifié le :

Transmis au Représentant de l'Etat le :